

Vendredi 17 janvier, Bibliothèque universitaire de Fouillole

Mobilisations sociales, usages du passé et identités (2009-2019) : mouvement social aux Antilles, afroféminisme et gilets jaunes

Michelle ZANCARINI-FOURNEL

Entre 2009 et 2019, des mouvements pour le pouvoir d'achat et la démocratie se déploient des départements d'outre-mer aux gilets jaunes. Pourtant, en apparence, ces deux mobilisations sociales sont très différentes. Le mouvement des gilets jaunes a en effet émergé à l'échelle nationale en 2018 en dehors de toute organisation traditionnellement associée aux mobilisations collectives. Sa faible institutionnalisation contraste avec la structuration des mouvements de 2009 aux Antilles autour des syndicats et des groupes politiques de gauche et d'extrême gauche. D'une moindre ampleur, car concernant pour le moment au plus quelques centaines de personnes, le mouvement afroféministe peut cependant être rapproché des deux précédemment évoqués parce que ces trois mouvements sont travaillés par des questions identitaires liées aux usages d'un passé dont l'évocation fait débat. Ils s'insèrent dans le « tournant mémoriel » et dans un contexte particulier de l'affirmation des identités individuelles et de groupes. Nous allons donc examiner successivement ces trois mobilisations sociales, évaluer comment les protagonistes ont déployé les usages du passé pour appuyer leurs revendications identitaires et voir s'il est possible d'envisager des points communs qui donneraient sens au champ des possibles dans un avenir proche.

1/ Le Mouvement social aux Antilles, identités et usages du passé

Le mouvement social de 2009 se trouve en effet à la confluence de différentes expériences du passé et, *en même temps*, il est atypique dans les sociétés post-esclavagistes. Il n'éclate ni à partir d'un conflit dans le secteur productif (comme en mai 1967 à Pointe-à-Pitre ou en février 1974 au Chalvet), ni à partir d'un incident racialisé (comme en décembre 1959 en Martinique ou en mars 1967 à Basse-terre). Il s'agit d'une révolte contre la vie chère qui débouche sur la volonté déclarée, sinon réellement effectuée, d'abolir l'assistanat et de changer le modèle de société. Remettre en cause les pratiques du secteur de la distribution, comme l'a fait le LKP en 2009, a visé de fait l'histoire de la domination socio-raciale sur une longue durée et le système politico-administratif¹.

En 2008, la fixation des prix des carburants devient l'objet de nombreuses critiques, car la décrue internationale des cours n'est pas répercutée dans la distribution dans les outre-mer. Face à cette situation, la Réunion est le premier département d'outre-mer à se mobiliser, suivi successivement par la Guyane, la Guadeloupe puis la Martinique, tous dénonçant un manque de transparence et des abus dans la fixation des prix. C'est en Guadeloupe que le mouvement a été le plus long et le plus déterminé. Il prend la forme d'une grève générale de 44 jours, à partir du 20 janvier 2009 et se manifeste par des barrages routiers sur des ronds-points, des marches et le blocage d'une grande partie des activités économiques.

¹ Jean-Pierre SAINTON, *Couleur et société en contexte post-esclavagiste. La Guadeloupe à la fin du XIX^e siècle*, Pointe-à-Pitre, Jasor, décembre 2009.

Le 5 décembre 2008, l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG) met sur pied le LKP coalition de quarante-huit syndicats et associations convaincus de la nécessité de mettre un terme aux abus des grands groupes monopolistiques. Le mouvement de contestation se regroupe autour d'une plateforme de 165 revendications élaborées en janvier 2009 dénonçant les marges abusives réalisées sur le dos des consommateurs antillais. La question des prix, du pouvoir d'achat et de la vie chère est le 1^{er} point énoncé à la fois « cause de mobilisation et problème public ». Figure également la revendication d'une prime de 200 euros et une demande générale de « *baisse significative de toutes les taxes et marges sur les produits de première nécessité et sur les transports* » ainsi que la transparence sur les prix des services publics. Le 20 janvier 2009, les négociations sont télévisées et diffusées en direct. Les Guadeloupéens voient pour la première fois dans la longue histoire des conflits sociaux sur l'île une organisation syndicale, tenir tête au préfet et aux services de l'État grâce à sa bonne connaissance des dossiers. Le LKP témoigne de l'arrivée sur la scène politique de leaders qui sont à même de contester le modèle de développement et d'en dénoncer l'essoufflement².

Le mouvement qui démarre le 5 février 2009 en Martinique – le Kollektif du 5-févrié (K5F) est soutenu dès le 14 février par neuf écrivains antillais à l'initiative de Patrick Chamoiseau et d'Édouard Glissant³ - dans un texte poético-politique qui propose un autre modèle de société, le « Manifeste pour les “produits” de haute nécessité », formulation que l'on va retrouver avec les gilets jaunes. Voilà donc un résumé rapide pour comprendre la situation. Pour une analyse plus approfondie du mouvement voir le livre collectif sur *Mobilisations sociales aux Antilles. Les événements de 2009 dans tous leur sens*.⁴

Le lien entre les mouvements sociaux de mai 1967 et celui de 2009 en Guadeloupe peut s'établir à la fois du point de vue des protagonistes, des structures et des discours. L'Union générale des Travailleurs agricoles de Guadeloupe (UGTAG) a été fondée en 1972 par Rozan Adrien Mounien, Théodore ancien dirigeant du GONG parti en clandestinité en juin 1967 et le poète Sony Rupaire. Un siècle après l'arrivée de ses ancêtres engagés indiens, Rozan Adrien Mounien écrit l'histoire de ce syndicat de paysans pauvres qui a donné naissance en 1973 à l'UGTG à l'origine du grand mouvement de grève générale contre la « profitation » de 2009⁵. L'hypothèse du lien entre 1967 et 2009 paraît pertinente quand on connaît le rôle déterminant auprès d'Élie Domota, leader du LKP, de l'historien Raymond Gamma, ancien lycéen de Baimbridge ayant manifesté à Pointre-à-Pitre le 27 mai 1967 et qui a écrit en 1985 avec Jean-Pierre Sainton le premier livre sur *Mé 67*.⁶

² Silyane Larcher, « En quête du postcolonial. La crise des Antilles françaises et après... », *Savoir/Agir*, 2009/2, n°8, pages 127 à 132.

³ Ernest Breleur, Patrick Chamoiseau, Serge Domi, Gérard Delver, Édouard Glissant, Guillaume Pigéard De Gurbert, Olivier Portecop, Olivier Pulvar Jean-Claude William.

⁴ Jean-Claude William, Fred Reno, Fabienne Alvarez (dir.), *Mobilisations sociales aux Antilles. Les événements de 2009 dans tous leurs sens*, Karthala, 2012.

⁵ Adrien MOUNIEN, « la problématique du colonat partiaire en Guadeloupe », *Cahiers des Anneaux de la Mémoire, La Guadeloupe*, Nantes, Karthala, n° 18, juin 2018, p.113-120.

⁶ Raymond GAMA et Jean-Pierre SAINTON, *Mé 67 : Mémoire d'un événement*, Jasor, 1985 (2^e édition, 2012).

Sur la question des usages du passé la principale question, sans doute avec un parti pris d'historienne, c'est le rapport entre histoire et mémoire. Quel est le rapport entre les récits des témoins, le poids des expériences individuelles dans l'épaisseur du passé des protagonistes ainsi que celui des événements du monde qui les entoure? Quelle a été l'influence d'autres récits ? Qu'est-ce qui a pu irriguer le travail de la mémoire énoncée parfois 50 ans après ? Un exemple que l'on trouve dans le livre de Pierre Odin (2019) sur le mouvement de 2009, celui d'un témoin qui se présente comme ex-membre du GONG et qui affirme qu'il y aurait eu appel à un soulèvement indépendantiste lors de la grève des ouvriers du bâtiment en mai 1967, ce qui n'est pas confirmé par les diverses sources et a été démenti par les militants traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat, y compris par l'enquête policière du commissaire divisionnaire Honoré Gévaudan diligentée dès juin 1967 et par les différents arrêts de la Cour de sûreté de l'État en mars 1968. La thèse du soulèvement impulsé par le GONG est en réalité à la fois celle du préfet de Guadeloupe d'alors, Pierre Bolotte, et des services des Renseignements Généraux, ainsi que des communistes guadeloupéens entre autres du maire communiste de Pointe-à-Pitre, Henri Bangou. Le nombre énoncé de morts est aussi problématique mais je ne reviendrai pas sur ce point. Huit seulement ont été identifiés nommément. Il y en a plus sans aucun doute. Mais aucune preuve n'a pu être avancée à propos des autres chiffres fournis : 40, 86, 100, 200 parfois sur certains sites militants. Cela dit il faut distinguer les faits passés de leurs usages contemporains.

La valorisation de la culture guadeloupéenne et en particulier du rôle de l'histoire est importante dans la formation des militants. Le lien est noué entre les dysfonctionnements concrets du monde du travail et la critique du colonialisme à l'échelle de la société. La place de l'organisation syndicale dans sa politisation des conflits sociaux et sa défense des droits des salariés ainsi que sa valorisation de la culture guadeloupéenne et de l'utilisation du créole dans les médias. Les syndicats apparaissent comme des refuges organisationnels, réceptacle des identités contestataires. Le syndicalisme indépendantiste de l'UGTG se positionne de fait comme « une organisation politique sur le terrain syndical »⁷.

* Le LKP a construit en 2008-2009 une radicalité unitaire autour d'une plate-forme de revendications et le terme *pwofitasyon* est essentiel. L'unité affichée est permise par l'égalité de représentation dans le collectif, une voix par groupe. La plate-forme est un réquisitoire contre la situation de dépendance de la Guadeloupe et de la Martinique par rapport à la métropole et une mise en relation entre l'économie de la période coloniale et celle d'aujourd'hui (biens consommés importés et les écarts de prix sur les produits alimentaires). La grève générale décidée pour le 20 janvier 2009 et l'élaboration d'une plate-forme de revendications dont un jour férié payé le 27 mai traduisent bien cet usage du passé dans le présent qui sert à la radicalisation du conflit. Élie Domota qui bénéficie d'un « charisme situationnel » au sein du LKP menace à la télévision de « *faire un 67 et ce sera la guerre civile* ». Les barrages dans tout le territoire deviennent un enjeu central du mouvement. Il y a un climat de tensions et d'affrontements avec les forces de l'ordre, surtout avec jeunes des quartiers populaires. Le 17 février, Jacques BINO militant de la CGTG et adhérent d'Akyo

⁷ Pierre Odin, *Pwofitasyon. Lutttes syndicales et politiques en Guadeloupe et en Martinique*, La Découverte, 2019, p.90.

meurt dans des circonstances peu claires, mais il y a globalement une forme de retenue dans la répression liée sans doute au souvenir du massacre de mai 1967. L'historien Jean-Pierre Sainton co-auteur avec Raymond Gama du premier ouvrage sur *Mai 1967* estime en 2014 dans un entretien avec un journaliste guadeloupéen que « *c'est le mouvement de masse de Janvier–mars 2009 qui, quarante ans après les faits, a internationalisé la question de 67 : il y a eu à ce moment-là une véritable libération de la parole, de la mémoire Dans la rue, surtout le jour du défilé en boucle sur la place de la Victoire, j'étais là parmi les anonymes et j'ai entendu des gens qui autour de moi parlaient librement des événements qu'ils avaient vécus pour la première fois depuis des années, qui parlaient de faits précis que je savais véridiques, qui situaient leur propre corps dans l'espace de 67, qui disaient leur sentiment, ce qu'ils avaient vu, entendu, ce qu'ils avaient pensé à ce moment-là ... C'était une extraordinaire catharsis collective. Si en 2009, nous n'avons pas eu d'affrontements sanglants c'est à la mémoire de Mai 67 que nous le devons.* »⁸.

D'après *Le Monde* du 6 mars 2009, le préfet de la Guadeloupe, après 44 jours de grève générale dans l'île dont il a la charge et la signature finale d'un accord-cadre déclare « *Vous avez vu, ils n'ont tué personne les mamblos* ». Phrase et vocabulaire surprenants dans la bouche d'un préfet, mais qui fait clairement allusion à des événements absents de l'Histoire, des manuels scolaires et jusqu'à très récemment des consciences métropolitaines, alors qu'elles sont dans les têtes en Guadeloupe y compris dans celle du préfet.

En 2018, la question du prix des carburants est à nouveau l'étincelle qui déclenche en France un mouvement social encore en cours, celui des gilets jaunes, que j'évoquerai ultérieurement. Notons simplement des modalités qui peuvent apparaître communes aux deux mouvements : le temps de la mobilisation génère une perception du quotidien particulière, une forme de politisation par le bas, l'horizontalité des dispositifs, des réseaux d'interconnaissance, une place spécifique des femmes chargées de l'approvisionnement des barrages.

2/Afroféminisme : Un paradigme identitaire de femmes racisées

Au début du XXI^e siècle, le terme de troisième vague du féminisme sert essentiellement de marqueur identitaire pour une nouvelle génération de militantes et militants qui se déclarent en rupture avec la génération précédente. De nouveaux regroupements posent la question des femmes - descendantes de familles maghrébines ayant immigré et plus récemment Afrodescendantes – ces dernières se dénommant afroféministes et « racisées ». Selon la définition avancée par Colette Guillaumin dès 1972⁹, les groupes « racisés » sont des groupes « altérisés » en fonction d'une caractéristique comme le phénotype « *qui sont sociologiquement en situation de dépendance ou d'infériorité* »¹⁰.

En 2005, se produit un tournant historico-politique avec l'imposition sur la scène publique d'un débat lié à la discussion d'une loi vantant les bienfaits de la colonisation suivi d'une séquence de rébellions urbaines dans les banlieues à l'automne 2005 à la suite de la mort de

⁸ Archive personnelle aimablement communiquée par Jean-Pierre Sainton que je remercie.

⁹ Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste*, thèse 1972, Gallimard, Folio essais, 2002 ; *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, 1992 (articles publiés entre 1970 et 1990).

¹⁰ *Ibid.* 1972 p.94.

deux adolescents poursuivis par la police et électrocutés dans un transformateur et de l'instauration de l'état d'urgence.

Dix ans plus tard, le 31 octobre 2015, pour la première fois en France, est organisée une marche de la dignité par des femmes qui luttent au quotidien contre le racisme, certaines parce que leur frère ou leur fils a été tué par la police, et qu'elles ont vu leur vie basculer. Les slogans entendus à Paris lors de cette marche sont indicatifs de la racialisation de la mobilisation.

Slogans entendus à Paris lors de la Marche pour la Dignité, 31 X 2015

« Négrophobie + sexisme = Misogynoir* »

« Gentrification = colonisation de l'intérieur »

« À bas le Blantriarcat ! »

« La diversité ne règlera pas la négrophobie »

« Notre sororité est une force »

« La vie des Noir.e.s compte »

* « La Misogynoir est définissable comme la misogynie à l'égard des femmes noires ou tous les manifestations et comportements discriminatoires à l'égard des femmes noires et de couleur basés tout à la fois sur le sexisme, le racisme ou le colorisme. Stéphanie Meylison-Reinette, « Contre *Misogynoir*. Des Caribéennes francophones entre *Black Feminism* et afroféminisme », *Archipélies*, « Discriminations multiples et croisées », n° 6, 2018.

La Marche n'était pas dirigée par des syndicats, un parti politique ou une association mais a été rejointe par une série de collectifs féministes : le collectif Mwasi, Femmes en lutte 93, Mamans toutes égales, Collectif des féministes pour l'égalité, ces deux derniers collectifs ayant défendu le droit des femmes et des filles musulmanes à porter un foulard.

Les associations féministes connues même les plus récentes – *La Barbe*, *Osez le féminisme ou les Femen* - étaient absentes de la Marche. La coupure entre féministes dites « blanches » et les autres a perduré jusqu'à l'apparition des groupes de « femmes gilets jaunes » en 2019, en particulier en Île-de-France et leurs interventions conjointes avec le Comité Adama Traoré (jeune homme noir mort asphyxié le 19 juillet 2016 à la gendarmerie de Persan (Val d'Oise). Je reviendrai sur ces « femmes en jaune ».

Le legs du passé

La « question noire » est revenue progressivement sur la scène publique à partir de mai 1998 et de la marche de dizaines de milliers de Noirs de France (Antillais, Africains et Afrodescendants) dans les rues de Paris exigeant la prise en compte du passé esclavagiste – et pas seulement du geste émancipateur – c'est-à-dire la reconnaissance frileuse de la responsabilité de la France dans la traite négrière à la suite de la commémoration de la seconde abolition de l'esclavage en 1848. C'est dans le prolongement de ce mouvement qu'il faut inscrire le dépôt, le 22 décembre 1998, d'une proposition de loi de Christiane Taubira « tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité ».

Le militantisme de celles qui se nomment afroféministes se définit comme un mouvement dans le sillage de leurs grandes ancêtres, les Martiniquaises Paulette et Jane Nardal et le mouvement de la Négritude ou encore de la Coordination des femmes noires de 1976-1979 en France. Ces jeunes femmes sont en général nées en France de parents venus soit d'Afrique

subsaharienne ou des Caraïbes (Guadeloupe, Guyane, Haïti et Martinique), le préfixe « afro » dénote une affiliation symbolique au continent africain. La romancière Léonora Miano désigne « ces personnes d'ascendance subsaharienne ou caribéenne et de culture européenne » comme « afro-péennes ». Elle parle « d'identités frontalières » (on retrouve ici la thématique de La Frontière avancée dans la littérature décoloniale d'Amérique du sud). Ces références identitaires sont puisées dans la littérature, dans l'esthétique et les arts. Le goût de l'ironie et de l'impertinence des afro-féministes s'exprime notamment à travers une esthétique individuelle inspirée de traditions africaines et caribéennes plus ou moins réinventées. Les parures, bijoux, coiffures et maquillage qu'elles arborent les comme l'habillement ou leur dénomination sur les réseaux sociaux (Ti-punch insurrectionnel, Mrs Roots, Émeutes amères....) le montrent comme l'écrit Silyane Larcher¹¹.

Le débat cristallisé autour de la non-mixité a rendu prégnante la question identitaire nourrie par des usages du passé. La question de la non-mixité posée par les « non-mixeuses » de l'université Paris8- Saint-Denis, comme par les organisatrices « décoloniales » des stages et des festivals s'appuie sur une longue histoire, celle de la non-mixité des luttes de libération et d'émancipation en Afrique du sud, et aux États-Unis depuis les années 1960 (alors que la non-mixité des féministes françaises du MLF n'est pas évoquée par les afroféministes).

** Les « non-mixeuses » de l'université Paris8*

Lors des Assemblées Générales de centaines d'étudiants et d'étudiantes à l'université Paris 8 à Saint-Denis contre la loi Travail en 2016 deux groupes se sont constitués en non-mixité – minorités de genre et personnes racisées – et ont organisé des ateliers avec des interventions de militantes et d'universitaires¹². Le but, selon elles, était que la parole ne soit pas monopolisée par certains. Une série de réactions hostiles s'est répandue sur internet, dans la presse, à la radio, et jusqu'à l'Assemblée nationale à l'encontre de ces initiatives non-mixtes de certaines étudiantes. À leurs yeux, c'était rendre visible une non-mixité invisible et structurelle à l'Assemblée nationale, à la tête des plus grandes firmes françaises ou dans les meetings politiques et syndicaux et ainsi renverser les rapports de force.

¹¹ Silyane Larcher, « « Nos vies sont politiques ! » L'afroféminisme en France ou la riposte des petites-filles de l'Empire », *Participations* 2017/3, n° 19, p. 98.

¹² *Mouvements*, 6 juin 2016 « Notre défense de la non-mixité à Paris8 ».



Les tags « Nique la race, vive la lutte des classes » retrouvés sur les murs de l'université attestent des débats animés au sein même des étudiants mobilisés contre la loi Travail. Si l'analyse des oppressions de genre et de race a été centrale dans les débats, la non-mixité de genre a été moins disqualifiée par rapport à la non-mixité de race.

Le Camp d'été décolonial université d'été de trois jours réservée aux personnes directement concernées par le sujet, a fait également polémique. Ce projet porté par SIHAME ASSBAGUE d'origine marocaine et porte-parole du collectif « Stop au contrôle au faciès » et FANIA NOËL, d'origine haïtienne ayant grandi en banlieue parisienne, directrice de la revue *AssiégéEs* qui entendent limiter l'accès uniquement « aux personnes subissant à titre personnel le racisme d'État ». Le débat s'est focalisé sur cette notion de « racisme d'État » qu'il faudrait sans doute remplacer par « racisme institutionnel » car les situations sont le produit du fonctionnement de diverses institutions et l'action de personnes représentant l'État, mais non d'une politique délibérément et volontairement raciste de l'État. Le racisme comme le sexisme sont créateurs d'inégalités sociales, d'injustices souvent peu visibles (marginalisation, plus grande précarité, violences policières, discriminations à l'emploi et au logement, stigmatisations médiatiques et politiques quotidiennes) et ont des conséquences psychologiques (complexe d'infériorité et dénigrement) en particulier pour les enfants d'immigrés post-coloniaux. Les formes-mêmes du racisme ont évolué : la couleur de peau ne constitue plus le seul marqueur de racialisation. À cela s'ajoutent d'autres marqueurs tels que le patronyme ou des signes distinctifs notamment d'appartenance à la religion musulmane qui renvoient à une origine et des pratiques dites culturelles avec différence réelle ou supposée.

** Autre événement discuté : Le festival « afroféministe » Nyansapo*

L'année 2017 a été un moment clé pour l'apparition sur la scène publique des mouvements afroféministes. Créé en 2014 pour lutter « dans une société occidentale capitaliste et

patriarcale (...), contre toutes les oppressions liées à nos positions de femmes noires » - le collectif Mwasi a initié un festival « afroféministe » destiné à « construire des stratégies et des solidarités durables ». Sur son site, Mwasi s'explique à propos de la non-mixité : « Ce collectif est non mixte car nous pensons être les mieux placées pour saisir les armes de notre émancipation. Mwasi n'est ni contre les hommes ni contre les autres groupes ethno-raciaux. » Le festival Nyansapo était « organisé en plusieurs espaces », dans des locaux privés dont trois « non mixtes » : les deux premiers jours étaient réservés aux « femmes/personnes noires », le troisième aux « femmes racisées » (victimes de discriminations). Seul le quatrième sera « ouvert à tous et toutes ». Cette pratique politique est pleinement inscrite dans l'histoire en France des pratiques militantes féministes dans les années 1970. Comment le monde politique a-t-il pu se trouver à ce point interpellé par ces protagonistes politiques inconnues, assignées ordinairement à l'invisibilité et à l'anonymat, qui entendent accorder l'accès de certains ateliers aux seules femmes noires. La démarche a déclenché une polémique qui oppose deux visions de l'antiracisme.

Lancée sur Twitter, le 25 mai 2017 par le site d'extrême droite Fdesouche, puis relayée par le président du groupe Front national au conseil régional d'Ile-de-France, elle est reprise par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). La maire (PS) de Paris, Anne Hidalgo a même menacé de faire interdire ce festival « interdit aux Blancs », reprenant ainsi la formule employée par la fachosphère, les locaux privés étant loués par la mairie de Paris¹³. Aux yeux de certaines organisations antiracistes historiques (le président de SOS-Racisme, le président de la Licra) l'argument nourrit une dérive « identitaire et communautariste ». Le président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, Michel Tubiana y voit surtout le signe de la frustration de la jeune génération militante face aux échecs de l'antiracisme « moral ».

Les militantes de Mwasi dénoncent dans leur manifeste afro-féministe la négrophobie : « Notre vie de Noir.es est balisée depuis la maternelle par la négrophobie [...] Nous sommes maintenues dans les catégories les plus précaires du salariat, s'il y a bien des domaines où les Noir.es ne sont pas discriminé.es en France c'est le ménage et la sécurité. ¹⁴ ». Elles soulignent ainsi la racialisation des compétences professionnelles observée dans certains secteurs d'activité¹⁵. À travers le procès des « féministes blanches », aveugles selon elles au fait que « la classe est racialisée », les afroféministes dénoncent les processus de racialisation qui constituent l'expérience sociale des protagonistes et qui déterminent leur infériorisation. Nouveauté aussi par rapport aux expériences du passé sont les questions en débat touchant à la sexualité et au rapport au corps et l'orientation sexuelle pas ou peu abordées jusqu'alors. Le collectif Mwasi s'implique dans de nombreuses thématiques, comme la reconnaissance de la diversité des femmes noires qui inclut la lutte pour la réparation de l'esclavage et de la colonisation, mais aussi la lutte contre la violence domestique, quelle que soit la couleur de l'homme qui en est la cause. Silyane Larcher en rappelant les combats antérieurs des

¹³ *Libération*, 27 mai 2017.

¹⁴ Collectif afroféministe Mwasi, *Afrofem*, Paris, Syllepse, 2018, p. 39-40.

¹⁵ Caroline Ibos, *Qui gardera nos enfants ? Les nounous et les mères*, Paris, 2012 ; Julien Scheepers, *Logiques, formes et enjeux de l'ethnisation des compétences professionnelles. Les cas comparés des éducateurs dans le travail social et des agents de sécurité privée*, thèse pour le doctorat de sociologie, université de Nice-Sophia Antipolis, 2013.

féministes noires pour l'égalité, des sœurs Nardal aux afroféministes de Mwasi, les considèrent comme des sujets politiques autonomes.

3/ 2018-2019 Le mouvement des Gilets jaunes : jacquerie, populisme ou autre...

D'origine martiniquaise, Priscillia Ludosky, trente-trois ans, habitant en Seine-et-Marne, auto-entrepreneuse et gérante d'une boutique en ligne de cosmétiques bios est la première à avoir demandé la « baisse des prix des carburants à la pompe » dans une pétition sur Internet lancée en mai 2018 qui a recueilli 1,3 millions de signatures. Devenue une figure de proue du mouvement des Gilets jaunes, Priscillia Ludosky lit le 13 décembre 2018 devant le lieu symbolique de la Révolution française qu'est la salle du Jeu de Paume à Versailles, là où a été proclamée en juin 1789 la transformation des États Généraux en Assemblée nationale, une déclaration solennelle où référence est faite aux « produits de première nécessité (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements) ». La référence à la Révolution française est une constante dans le mouvement des Gilets jaunes comme résurgence d'une conscience politique, retour du citoyen et reconquête de son propre devenir historique¹⁶. Peut-être Priscillia Ludosky avait-elle dans sa dénonciation des taxes et des hausses de prix, outre l'anticipation du préjudice financier pour son activité professionnelle, le souvenir des mouvements sociaux qui s'étaient déroulés en 2008-2009 dans les départements d'outre-mer et en particulier en Martinique à partir du 5 février 2009. L'hypothèse a paru étayée par la rencontre mardi 29 janvier 2019 annoncée de manière non-conformiste par la ministre des Outre-mer avec Priscillia Ludosky qui s'était dite préoccupée de la situation aux Antilles. Cette dernière m'a d'ailleurs confirmé l'hypothèse dans un entretien à Lyon en novembre 2019.

À partir de cet exemple nous nous interrogerons sur les analogies possibles avec d'autres révoltes sociales dans l'histoire moderne et contemporaine de la France¹⁷. Pour tenter de cerner ce que certain.e.s qualifient emphatiquement « d'insurrection », « de soulèvement » ou même de « révolution » ou inversement « de populisme réactionnaire », on peut analyser les images et les entretiens permettant de cartographier les points communs et les écarts parmi les participant.e.s de ce mouvement social de grande ampleur, mouvement très éclaté et disparate, sans porte-parole reconnu unanimement.

Ce qui frappe d'abord c'est le support matériel et symbolique qui permet la distinction et le rassemblement des manifestants : un objet ordinaire, le gilet jaune, que doit posséder tout automobiliste dans sa voiture, gilet sur lequel sont inscrits des slogans - tels les graffiti inscrits sur les wagons des trains de soldats en 1917, sur les murs en 1968, ou encore en Égypte en 2011¹⁸ - contre les taxes, la disparition des services publics, le prix de l'essence, le président de la République. Ces slogans font advenir une autre pensée de la chose politique, un sujet politique collectif en gestation.

¹⁶ Guillaume Mazeau « Les Gilets Jaunes et la Révolution française : quand le peuple reprend l'histoire », AOC 17 décembre 2018 (en ligne)

¹⁷ Michelle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte/ Zones, 2016.

¹⁸ André Loetz, « Mots et cultures de l'indiscipline : les graffiti des mutins de 1917 », *Genèses*, 59, 2005, p.25-46. Zoé Carle, *Poétique du slogan révolutionnaire*, Presses de la Sorbonne, 2019.

Étudier l'espace matériel de la mobilisation tout autant que les répertoires d'action est une forme d'intelligibilité des raisons de la protestation. Il s'agit dans ce cas d'une politisation d'un espace très spécifique : les barrages aux ronds-points à l'entrée des villes ou aux péages d'autoroute impliquent une prise de pouvoir temporaire sur des nœuds de communication et sur la mobilité.¹⁹ Il faut souligner la modernité de la mobilisation pesant sur la fluidité caractéristique des systèmes économiques contemporains, grâce aussi aux réseaux sociaux, laissant syndicats, partis et représentants politiques à l'écart. Ce mouvement social de grande ampleur territoriale, très éclaté et disparate, avec une série de porte-paroles autoproclamés, tels Éric Drouet, Maxime Nicolle, Ingrid Levasseur, figures individualisées par des prestations sur les plateaux télévisés. Il s'agit d'un mouvement où se construit sur les ronds-points une interconnaissance et une cohésion intergénérationnelle, de l'artisan à la jeune chômeuse en passant par les salariées de l'hôpital et par de nombreux retraité.e.s, des salariés, essentiellement des membres de milieux populaires. Un géographe a souligné le rôle des entreprises - telles Amazon - implantées près des nœuds autoroutiers, loin des habitations de salariés, mal payés, qui doivent faire des dizaines de kilomètres pour rejoindre à toute heure, leur lieu de travail. D'où la question lancinante du prix des carburants, des taxes et du refus de la limitation de la vitesse à 80 kms/heure qui peut paraître exotique ou dangereux pour quiconque préoccupé de sécurité routière. Mais il faut souligner le rôle central de l'automobile dans les zones rurales. Du fait de la « restructuration » (en fait la disparition) des services publics et des commerces, les ruraux et périurbains doivent parcourir quotidiennement de nombreux kilomètres pour emmener les enfants à l'école primaire ou au collège, aller au travail, faire ses courses ou consulter un médecin, ce qui est souvent le lot des femmes. Une voiture en bon état de marche, comme le carburant sont devenus des biens de première nécessité. Les ronds-points aménagés progressivement par les Gilets jaunes avec des cabanes - comparables à celles des ZAD - se transforment en espaces d'échanges, de délibération et d'expression des émotions et des affects – on retrouve massivement la « fraternité » de la devise trinitaire de la République, surtout la prise de parole attribuée à 1968 « ils ont pris la parole comme on a pris la Bastille » a écrit Michel de Certeau en 1969. Progressivement les barrages ont été évacués par les forces de l'ordre. Les manifestations hebdomadaires le samedi ont pris le pas sur la vie sur les ronds-points. La question de la violence, et spécifiquement des violences policières, est devenue centrale.

D'autres catégories sociales sont entrées épisodiquement dans le mouvement. Deux événements ont contribué à attiser la révolte lycéenne, mais ont changé sa géographie : au lycée de Mantes-la-Jolie, jeudi 6 décembre des policiers ont humilié 151 élèves en les obligeant à se mettre à genoux face à un mur les mains derrière la tête, une posture propre aux répressions coloniales. Le lendemain le geste était imité par des lycéens parisiens place de la République et, le 8 décembre, de nombreux gilets jaunes ont repris la posture lors de la manifestation parisienne et dans des cortèges en province. Le lien a été ainsi tissé un temps entre deux mouvements en apparence dissemblables, mais avec un point commun : la forte demande d'égalité et de respect.

¹⁹ *Politix* 11, p. 21

Le recours explicatif à l'Histoire vs les explications des historiens

La mobilisation des gilets jaunes a pu être comparée aux jacqueries de l'Ancien Régime avec leurs révoltes contre le fisc, mais le qualificatif des Jacques est méprisant. Les références à une Révolution française inventée, très présente dans les mots d'ordre, les pancartes, les banderoles et le choix des lieux symboliques comme Versailles apparaît constante dans tout le mouvement sous la forme de bonnets phrygiens et de références langagières « au roi Macron », tout comme le recours constant au drapeau tricolore et à la Marseillaise et même avec la présence glaçante d'une guillotine reconstituée. Les révolutions du XIX^e et du XX^e siècle sont rarement évoquées, à l'exception de du tableau de Delacroix *La Liberté guidant le peuple* dont on a vu la reproduction accrochée à un tracteur ou encore vêtue d'un gilet jaune sur la fresque d'un artiste sur les murs parisiens et parfois l'évocation de Victor Hugo et des *Misérables*.

Le mouvement des gilets jaunes a été également comparé au poujadisme de 1953-1956 des petits commerçants et des artisans opposés au contrôle fiscal mis en place par l'administration. Si l'on retrouve le même sentiment d'injustice fiscale et le même discours contre les aristocrates ou les élites, ce ne sont toutefois pas les mêmes catégories sociales qui sont concernées. Les gilets jaunes ne peuvent être non plus assimilés aux revendications des professionnels de la route des années 1990, ni aux bonnets rouges (rassemblant petits patrons agriculteurs de la FNSEA, et régionalistes bretons) qui avaient contribué à l'échec de l'écotaxe en 2016 : les formes de violence populaire et les répertoires d'action similaires ne peuvent rendre équivalents les mots d'ordre et les protagonistes impliqués dans des contextes très différents.

Il en est de même pour la comparaison avec 1968 (barricades, manifestations violentes à Paris, tentative d'incendie de la Bourse le 24 mai 1968 et le 1^{er} décembre 2018). Si rapprochement il peut y avoir avec 1968, c'est outre une prise de parole généralisée, une « crise d'hégémonie » aurait dit Antonio Gramsci ou d'une « crise du consentement », comme l'écrit le politiste Boris Gobille. Le caractère « historique » du mouvement ne semble faire aucun doute pour personne, point de vue justifié par l'ampleur du mouvement, par la surprise qu'il a créée, par sa radicalité et sa durée, par le soutien de l'opinion, par le nombre très élevé et l'intensité des commentaires publics dont il est l'objet, par le désarroi qu'il a provoqué non seulement dans les sphères du pouvoir mais aussi dans les organisations politiques et syndicales

Nées au début du XXI^e siècle, les nouvelles formes de protestation politique et de démocratie collective ne datent cependant pas du mouvement des gilets jaunes. Pendant l'occupation des places, aux États-Unis, en Ukraine, à Hong-Kong ou en Espagne comme en France, en particulier au printemps 2016 lors de « Nuit debout » sur la place de la République à Paris, l'horizontalité, le refus des chefs ou des leaders, tranchait avec les formes organisationnelles du XX^e siècle dans les partis et les syndicats. Comme dans les révolutions arabes de 2011, les réseaux sociaux jouent aussi un rôle essentiel dans la communication entre protagonistes et diffusant des informations, vraies... ou fausses, caractéristique qui en fait aussi un mouvement social du XXI^e siècle. Les réseaux sociaux sont ainsi le déversoir de déclarations antisémites, racistes homophobes, sexistes, complotistes et de fausses nouvelles dont n'ont pas été exemptes certaines figures médiatisées des Gilets jaunes. Si ces déclarations existent bien et sont condamnables, elles ne peuvent définir ni incarner l'ensemble d'un mouvement qui se

caractérise par sa diversité.

La présence des femmes

Plus prolo que le prolo, il y a la femme du prolo », lance Louise au nom du groupe des femmes gilets jaunes d'Île-de-France, un groupe créé « pour porter les revendications spécifiques des femmes isolées dans les gilets jaunes. »

Les photographies des barrages et des manifestations montrent une présence importante des femmes, une constante dans l'histoire des mouvements populaires, en général occultée. Dès les révoltes frumentaires de l'Ancien Régime et plus encore pendant la Révolution française, ce sont très souvent les femmes « évidentes émeutières » (Arlette Farge) qui ont déclenché les épisodes de rébellions. En outre, elles s'occupent en priorité des problèmes du quotidien. Des milliers de femmes sont sur les ronds-points et dans les manifestations. Leurs conditions de vie les amènent à vouloir se rendre visibles. Au-delà de cette protestation on peut identifier une raison plus profonde. « Nous sommes le peuple, disent-elles ». Nombreuses, les femmes en gilets jaunes, souvent célibataires ou divorcées, des mères de famille aussi, expliquent comment elles se débrouillent pour être là. L'instauration du travail à temps partiel contraint en 1981-1982, a concerné majoritairement des femmes, qui arrivent aujourd'hui à la retraite avec de toutes petites pensions. Tout cela constitue une conjonction qui explique la forte présence de femmes avec des gilets jaunes sur les ronds-points et dans les manifestations.

Ce soulèvement collectif, diversifié voire disparate, sans leader, sans représentant officiel, avec quelques porte-parole auto-déclarés, a ainsi bousculé les règles habituelles du débat d'un cadre politique traditionnel. Il a ébranlé la présidence de la République et les partis politiques. Il cherche à se structurer politiquement en développant des principes de démocratie directe. À l'heure où les ronds-points ont été évacués pour tenter de rendre leurs occupants à nouveau invisibles et silencieux, les protagonistes disent massivement que ce mouvement a changé leur vie, leur offrant la fraternité, le bonheur d'être ensemble et de résister, de dire leur volonté ferme d'obtenir plus de démocratie et d'égalité. La récurrence des manifestations hebdomadaires a changé la géographie de la contestation mais la détermination d'un « noyau dur » de gilets jaunes même s'il s'amenuise semble intacte. Même si l'avenir est incertain, le champ des possibles reste ouvert.

Pourrait-on dire que le mouvement de 2009 aux Antilles a été la première étape d'un mouvement socio-politique d'un type nouveau et que l'amalgame entre politique et syndicalisme dans les structures organisationnelles antillaises a permis cette éclosion ? Pourrait-on dire que les revendications identitaires traduites souvent dans le culturel, permettent aux protagonistes de reprendre en mains leur propre histoire et l'histoire commune comme on reprend le pouvoir et de rouvrir les portes du futur ?

Leonora Miano dans son roman *Blues pour Élise* écrit : « Le défi est que les heures sombres du passé deviennent enfin l'Histoire, pas un présent perpétuel. Les femmes noires du troisième millénaire cherchent leur place dans un espace aux limites mal définies entre aliénation et quête de la pureté identitaire »²⁰. On ne saurait mieux définir l'articulation entre identités, usages du passé et interrogation sur le futur que l'on trouvait déjà en 1952 sous la plume de Frantz Fanon dans *Peau noire masques blancs*.

²⁰ Leonora Miano, *Blues pour Élise*, Plon, 2010.

